

SEPTEMBRE 2026

POLICY BRIEF

LES JEUNESSES NORD-SUD : DIVERGENCE DES CONTEXTES ET CONVERGENCE DES ATTENTES

HICHAM KASRAOUI

Dans un contexte marqué par la superposition des crises sanitaires, géopolitiques, économiques, technologiques et climatiques, les jeunesses du Nord et du Sud évoluent dans des environnements distincts mais convergent progressivement vers un ensemble commun de préoccupations. Malgré des niveaux de développement et des trajectoires historiques différents, elles font face à des défis similaires : incertitudes croissantes sur l'avenir, difficultés d'insertion professionnelle, accès complexe au logement, fragilités de la santé mentale, inégalités territoriales et anxiété écologique. Ces évolutions alimentent une remise en question des cadres traditionnels de projection sociale et des promesses de mobilité associées à l'éducation, au travail et au progrès.

À travers une analyse comparative des dynamiques observées dans les pays du Nord et du Sud, ce Policy Brief met en évidence l'émergence d'une condition générationnelle commune fondée sur une aspiration accrue à la participation, à la reconnaissance et à la recherche de sens. Il montre également que les réponses publiques ne peuvent se limiter à des politiques sectorielles, mais doivent s'inscrire dans une réflexion plus large sur le renouvellement du contrat social.

Le document plaide ainsi pour des modèles de développement plus inclusifs, territorialisés et intergénérationnels, capables de transformer les aspirations des jeunes en leviers de cohésion, d'innovation et de prospérité collective dans un monde en profonde mutation.

HICHAM KASRAOUI

I. DES CRISES GLOBALES À L'ÉMERGENCE D'UNE CONDITION GÉNÉRATIONNELLE COMMUNE

Le monde qui s'ouvre devant nous n'est pas seulement traversé par des crises successives, il est structuré par leur simultanéité. Depuis la pandémie de la Covid-19, les économies, les sociétés et les institutions vivent dans un régime d'instabilité permanente où les chocs sanitaires, inflationnistes, géopolitiques, humanitaires et climatiques se renforcent. La Banque mondiale (BM) souligne que la réduction de la pauvreté mondiale s'est fortement ralentie sous l'effet combiné de la croissance faible, de l'endettement, des conflits et des événements climatiques extrêmes ; le Fonds monétaire international (FMI) décrit, de son côté, une croissance mondiale stable mais insuffisante, avec des perspectives inférieures aux moyennes d'avant-crise. À cela s'ajoutent deux mutations : l'accélération technologique, qui reconfigure le travail, l'information et la puissance, et le basculement démographique, qui concentre une demande massive d'éducation, d'emploi et de représentation.

Dans les pays du Nord, cette instabilité nourrit une crise de confiance profonde.

La croissance demeure faible, notamment en Europe, tandis que l'inflation récente a érodé le pouvoir d'achat et l'horizon de sécurité matérielle des classes moyennes. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) parle d'une classe moyenne « sous pression », confrontée à la hausse du logement, à la précarisation de l'emploi et à la perception d'un déclassement. La guerre en Ukraine a mis fin à l'illusion d'une paix durable sur le continent européen et accéléré la remise en cause de l'ordre international construit après 1945. Dans ce contexte, la montée des populismes traduit moins un accident politique qu'un symptôme : une demande de protection, de souveraineté et de sens face à des institutions jugées impuissantes.

Dans les pays du Sud, le défi est différent, mais intimement lié. L'urgence n'est pas seulement de préserver des acquis, elle est de produire, à grande échelle, les conditions du développement. Beaucoup de pays connaissent des trajectoires d'émergence réelles, mais celles-ci restent marquées par de fortes inégalités, une informalité persistante et un déficit d'opportunités économiques. L'avantage démographique, souvent présenté comme une promesse, peut devenir une tension sociale majeure si les systèmes éducatifs, productifs et institutionnels ne créent pas assez vite des emplois décents. L'Organisation internationale du travail (OIT) rappelle que plus d'un jeune sur cinq dans le monde n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation. Pour ces pays, les ambitions de croissance sont donc indissociables d'une exigence de justice, d'inclusion et de mobilité sociale.

C'est dans cette intersection entre crises globales, fragilités du Nord et attentes du Sud que se situent les jeunes. Le pluriel est essentiel : il n'existe pas une jeunesse homogène, mais des jeunes traversés par des conditions sociales, territoriales et culturelles très différentes. Elles partagent toutefois une expérience générationnelle commune : se construire psychologiquement, socialement et politiquement dans un monde défini par la crise. Les mobilisations dites "Gen Z", du Kenya au Bangladesh, de Madagascar au Népal, illustrent ce malaise diffus, amplifié et organisé sur les réseaux sociaux. Ces espaces deviennent à la fois des lieux d'expression, de politisation et de passage à l'action. La question n'est donc plus de savoir si les jeunes participeront au changement, mais si les institutions sauront le reconnaître, l'écouter et lui offrir des débouchés crédibles. Cet article défend l'idée que, malgré des trajectoires historiques et économiques différentes, les jeunes du Nord et du Sud convergent progressivement vers un ensemble commun de préoccupations liées à l'incertitude, à la participation et à la recherche de sens.

II. LA CONVERGENCE DES PRÉOCCUPATIONS : LES NOUVELLES FRACTURES DES JEUNESSES

Un malaise commun traverse des jeunes situés dans des réalités différentes. Au Nord comme au Sud, les causes ne sont jamais identiques, mais convergent autour d'un même sentiment : les cadres traditionnels de projection (école, travail, territoire, logement, communauté, progrès) ne garantissent plus une trajectoire lisible. Dans les économies avancées, ce malaise prend la forme d'un doute sur la stabilité offerte aux générations précédentes. Dans les pays émergents, il s'exprime comme une frustration face à des opportunités insuffisantes, mal réparties ou trop lentes à se matérialiser. La différence des contextes ne doit donc pas masquer la proximité des attentes : être formé utilement, travailler dignement, vivre quelque part, appartenir à une communauté, participer à la décision collective et se projeter dans un futur habitable. C'est cette convergence qui donne aux jeunes une portée politique centrale.

L'inadéquation entre formation et marché du travail alimente une crise de confiance éducative. Dans les pays du Nord, de nombreux jeunes restent pénalisés par une orientation insuffisante : ils connaissent mal l'étendue des formations, des métiers et des opportunités économiques. Dans les pays du Sud, la difficulté est plus structurelle : déficit de formations de qualité, offre professionnelle limitée, dépendance à l'émigration pour accéder à certains parcours d'excellence, faible articulation entre enseignement, numérique et besoins productifs. L'intelligence artificielle accentue cette incertitude. Elle promet de nouveaux métiers, mais fragilise les repères sur les compétences à acquérir, les emplois exposés et la valeur future des diplômes. Lorsque les discours publics oscillent entre optimisme technologique et alarmisme social, beaucoup de jeunes doutent de la capacité des institutions à les préparer utilement.

La promesse d'ascension sociale par le travail apparaît de moins en moins crédible. Dans les économies avancées, une partie des jeunes ne conteste pas seulement la difficulté d'accéder à l'emploi, elle interroge le sens d'un contrat social dans lequel le travail ne garantit plus ni sécurité, ni logement, ni reconnaissance, ni avenir meilleur que celui des parents. Cette interrogation nourrit un rapport critique à l'entreprise, à la performance et à l'utilité sociale des métiers. Dans les pays du Sud, la frustration est d'une autre nature, mais rejoint le même diagnostic : les fruits de la croissance et de l'émergence ne sont pas perçus comme équitablement partagés. Les jeunes voient les infrastructures progresser, les métropoles se transformer, les indicateurs macroéconomiques s'améliorer parfois, mais sans toujours constater une amélioration de leurs possibilités d'emploi et de mobilité sociale.

Les inégalités territoriales constituent l'un des marqueurs les plus visibles de cette génération. Les jeunes comparent les ressources offertes par les grandes métropoles (universités, transports, services publics, culture, réseaux professionnels, connectivité) avec celles de territoires périphériques, ruraux ou secondaires, souvent moins dotés et attractifs. Ce décalage nourrit un sentiment d'assignation géographique : naître ou grandir loin des centres peut encore réduire l'accès aux opportunités. Le paradoxe est fort : les jeunes sont connectés à des imaginaires mondialisés, mais réclament une réponse locale à leurs besoins. Ils ne veulent pas seulement partir vers les capitales, ils veulent que le développement se distribue mieux, que les services reviennent (ou arrivent), que les petites villes et régions redeviennent des lieux de vie possibles. Le malaise territorial traduit une demande de proximité, d'équité spatiale et de dignité locale.

Le logement cristallise la difficulté des jeunes à devenir adultes. Dans les pays du Nord, saturation urbaine, rareté foncière, normes de construction, attractivité des métropoles et financiarisation de l'immobilier ont rendu l'accès à un logement abordable plus difficile. Dans les pays du Sud, l'urbanisation rapide, les revenus irréguliers, l'insuffisance du crédit et le coût élevé du foncier produisent des formes d'exclusion résidentielle. Dans les deux cas, le logement n'est pas un sujet sectoriel, il conditionne l'autonomie, la formation d'un foyer, la mobilité professionnelle, la santé mentale et le sentiment de dignité. Lorsqu'un jeune à revenu moyen ne peut accéder à un logement décent sans dépendance familiale prolongée ou arbitrages excessifs, c'est toute la promesse de l'émancipation individuelle qui s'affaiblit.

La solitude révèle l'envers social de l'hyperconnexion. Jamais les jeunes n'ont disposé d'autant d'outils pour échanger, publier, suivre, commenter ou rejoindre des communautés virtuelles. Pourtant, beaucoup décrivent un affaiblissement des liens immédiats : relations familiales moins structurantes, voisinage moins présent, amitiés plus fragmentées, collectifs professionnels plus instables. Cette solitude n'est pas seulement l'absence de contacts, elle désigne la difficulté à trouver des relations stables et significatives pour construire une confiance dans le monde. Elle se combine à des niveaux élevés d'anxiété, de dépression et de fatigue psychologique, mais aussi à une transformation positive : les jeunes nomment davantage ces souffrances, refusent leur banalisation et demandent que la santé mentale soit reconnue comme un enjeu public, éducatif et social, non comme une fragilité individuelle.

L'anxiété écologique inscrit le malaise des jeunes dans une temporalité planétaire. Les jeunes ne redoutent pas seulement une difficulté d'insertion, ils s'interrogent sur les conditions mêmes de la vie future. Réchauffement climatique, événements extrêmes, sécheresses, montée des eaux, perte de biodiversité et risques sanitaires nourrissent une inquiétude profonde, renforcée par le sentiment que les réponses publiques restent insuffisantes. Cette inquiétude n'est pas uniforme, mais elle traverse les continents parce qu'elle engage la possibilité de se projeter, d'habiter un territoire, de fonder une famille et de croire au progrès. Pour une partie des jeunes, l'écologie n'est donc plus une cause parmi d'autres : elle devient le cadre général dans lequel se redéfinissent justice sociale, responsabilité des institutions et légitimité des modèles de développement.

III. RÉPONDRE AUX JEUNESSES : RECONSTRUIRE DES CADRES DE CONFIANCE, D'OPPORTUNITÉ ET DE PARTICIPATION AU SERVICE DU PROGRÈS COLLECTIF

Répondre aux aspirations des jeunes ne relève ni d'une politique sectorielle ni d'une mesure isolée. Cela suppose une transformation plus profonde des cadres de gouvernance, de développement et de participation sur lesquels reposent nos sociétés.

Refonder le contrat social à l'ère des transformations globales. À l'échelle internationale, il pourrait prendre la forme d'un Pacte mondial pour les jeunes, prolongeant l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme dans un siècle marqué par l'IA, le climat, les migrations, les conflits et les vulnérabilités démocratiques. L'adoption par les Nations Unies

du Pacte pour l'avenir, du Pacte numérique mondial et de la Déclaration sur les générations futures montre qu'un langage commun existe déjà pour protéger les droits des personnes présentes et futures. Mais il faut aller plus loin : expliciter les droits des jeunes à la formation, au travail décent, à la santé mentale, à un environnement viable, à la participation publique et à la dignité numérique. À l'échelle nationale, ce contrat devrait devenir une boussole pour les stratégies de développement, afin que toute réforme économique, technologique ou budgétaire soit évaluée à l'aune de ses effets sur les générations futures.

Transformer le boom de l'intelligence artificielle en moteur de croissance inclusive. Les entreprises et les pouvoirs publics ont ici une responsabilité partagée : faire de l'innovation un levier de productivité, mais aussi de diffusion des opportunités. Le FMI souligne que l'intelligence artificielle générative peut améliorer la productivité et les services publics, tout en accroissant les risques de ruptures sur l'emploi et d'inégalités si les politiques fiscales, sociales et éducatives ne sont pas adaptées. La priorité n'est donc pas de freiner l'innovation, mais de l'orienter. Cela suppose d'investir dans les compétences, l'apprentissage continu, les filets de protection, les infrastructures numériques et les écosystèmes entrepreneuriaux. Cela suppose aussi de mieux articuler innovation verte et concurrence : soutenir les technologies bas carbone sans créer de rentes fermées, encourager les nouveaux entrants, ouvrir l'accès aux données utiles et faire de la transition écologique un marché d'opportunités pour les jeunes.

Repenser le développement à travers une logique horizontale et territorialisée. Dans l'espace, cela signifie sortir d'un modèle où les capitales et métropoles concentrent les emplois, les services, les universités, la culture et les infrastructures d'avenir. Dans le temps, cela implique d'intégrer les droits des générations futures dans les choix d'investissement, d'endettement, d'aménagement et de transition écologique. Cette horizontalité appelle une gouvernance plus distribuée. La Banque mondiale rappelle que la décentralisation peut renforcer la voix des citoyens, rapprocher les décisions des besoins locaux et améliorer l'allocation des ressources, à condition que les collectivités disposent de compétences, de moyens et de mécanismes de redevabilité. Transférer des responsabilités de développement aux territoires ne doit donc pas être un simple geste administratif, cela doit devenir un pacte de confiance exigeant entre État, collectivités, citoyens, entreprises et jeunesse locales.

Structurer la participation des jeunes à travers de nouveaux cadres d'engagement. Les partis politiques, syndicats, associations, universités, collectivités et Organisations internationales doivent accepter que l'engagement ne passe plus uniquement par les formes héritées du XXe siècle. Les travaux récents de Chekrouni (2026) montrent que les jeunes privilégient désormais des formes d'engagement plus fluides et hybrides, combinant espaces numériques, actions citoyennes et mobilisations collectives, ce qui impose une réinvention des cadres traditionnels de participation politique et sociale. Les jeunes s'informent, débattent, créent, contestent et se mobilisent dans des espaces hybrides, à la fois physiques et numériques. Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UN DESA) souligne que les technologies numériques peuvent renforcer la participation des jeunes à la décision publique et à la conception des services, à condition de garantir inclusion, confiance, transparence et protection des droits. Il faut donc inventer des dispositifs plus souples : conventions citoyennes de jeunes, budgets participatifs territoriaux, plateformes délibératives sécurisées, laboratoires de politiques publiques, conseils de jeunesse dotés de vrais mandats, programmes d'engagement civique et alliances entre institutions et créateurs de contenus. La participation ne doit plus être consultative, elle doit devenir contributive.

Renouveler les solidarités entre générations. Les tensions entre générations sont souvent décrites comme un conflit d'intérêts : logement, dette publique, climat, retraites, emploi, patrimoine. Elles peuvent pourtant devenir un puissant levier de cohésion si les politiques publiques organisent mieux la transmission, la réciprocité et le dialogue. La solidarité intergénérationnelle ne peut plus se limiter aux transferts familiaux ou aux systèmes sociaux hérités, elle doit désormais inclure le mentorat, l'habitat partagé, les coopérations locales, les programmes de transmission professionnelle, les tiers-lieux civiques et les formes d'entraide entre âges. Il s'agit de préserver les valeurs de solidarité, de vivre ensemble et de respect mutuel, tout en reconnaissant que les jeunes ne demandent pas seulement une place : ils demandent une relation plus équilibrée avec ceux qui ont construit les institutions actuelles. Cette bienveillance collective peut devenir une ressource démocratique, surtout quand elle est soutenue par des politiques concrètes, visibles et évaluables.

Réaffirmer le rôle stratégique de la culture dans les sociétés contemporaines. La culture permet de relier des générations, des territoires et des imaginaires. Elle donne des mots, des récits et des formes à ce que les sociétés traversent. Dans des contextes de polarisation, la culture peut animer la démocratie en créant des espaces de débat, de reconnaissance et de participation. Elle est aussi une économie : l'ONU commerce et développement (UNCTAD) rappelle que les industries créatives contribuent à la croissance, à l'emploi, à l'innovation et à la diversification, tandis que l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) souligne le rôle des industries culturelles et créatives dans le développement durable. Pour les jeunes, la culture est à la fois un langage, un métier possible, un espace d'émancipation et un outil de transformation sociale. La soutenir, ce n'est pas financer un supplément d'âme, c'est investir dans la cohésion, l'imagination collective et la capacité des sociétés à se réinventer dans chaque territoire, sans aucune exception.

IV. DES JEUNES EN QUÊTE D'AVENIR, DES SOCIÉTÉS EN QUÊTE DE RENOUVELLEMENT

La jeunesse demeure l'un des principaux carburants des sociétés contemporaines. Elle constitue à la fois une force de cohésion sociale, d'innovation et de progrès. Les malaises analysés dans ce Policy Brief ne sauraient toutefois résumer l'ensemble des attentes des jeunes. Derrière les tendances globales identifiées subsistent des réalités nationales, territoriales et parfois ultra-locales qui nuancent les diagnostics comme les réponses publiques à construire. C'est pourquoi toute réflexion sur la jeunesse doit concilier compréhension des dynamiques mondiales et attention portée aux contextes locaux.

Plus encore, l'une des caractéristiques les plus remarquables des jeunes contemporains réside dans leur capacité à dépasser leurs seuls intérêts immédiats. Les mobilisations observées autour du climat, de la justice sociale, de la santé mentale ou de la qualité de vie témoignent d'une préoccupation croissante pour le bien commun. Après plusieurs décennies marquées par l'individualisme et la recherche de réussite matérielle, une aspiration nouvelle semble émerger : celle d'une responsabilité collective plus affirmée.

Les jeunes ne demandent pas seulement davantage d'opportunités pour elles-mêmes, elles interrogent les modèles de développement, les équilibres sociaux et les conditions d'un avenir partagé. Les écouter, les associer et leur faire confiance n'est donc pas seulement une nécessité sociale, c'est aussi un impératif stratégique. Dans un siècle marqué par les

transitions démographiques, technologiques et écologiques, la capacité des sociétés à transformer l'énergie de leurs jeunesse en projet collectif constituera l'un des principaux déterminants de leur prospérité et de leur stabilité.

V. BIBLIOGRAPHIE

- Banque mondiale (2025), Community and Local Development, Banque mondiale, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/ext/en/topic/social-development/community-and-local-development>.
- Banque mondiale (2025), Country Growth and Jobs Report, Banque mondiale, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/en/publication/country-growth-and-jobs-report>.
- Banque mondiale (2013), Decentralization, Banque mondiale, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/en/topic/communitydrivendevelopment/brief/Decentralization>.
- Banque mondiale (2025), Poverty, Banque mondiale, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/ext/en/topic/poverty>.
- Chekrouni, N. (2026), Les élections de 2026 en Afrique : participation des jeunesses, gouvernance inclusive et enjeux générationnels, Policy Brief PB-31/26, Policy Center for the New South, Rabat, https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2026-06/PB_31-26_Nouzha%20Chekrouni.pdf.
- Dabla-Norris, E. et R. de Mooij (2024), « Fiscal Policy Can Help Broaden the Gains of AI to Humanity », IMF Blog, Fonds monétaire international, Washington, DC, June 17, 2024, <https://www.imf.org/en/blogs/articles/2024/06/17/fiscal-policy-can-help-broaden-the-gains-of-ai-to-humanity>.
- FMI (2024), Broadening the Gains from Generative AI: The Role of Fiscal Policies, Staff Discussion Note SDN/2024/002, Fonds monétaire international, Washington, DC, <https://www.imf.org/-/media/files/publications/sdn/2024/english/sdnea2024002.pdf>.
- FMI (2024), World Economic Outlook: Policy Pivot, Rising Threats, Fonds monétaire international, Washington, DC, <https://www.imf.org/en/publications/weo/issues/2024/10/22/world-economic-outlook-october-2024>.
- GIEC (2022), Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability – Chapter 7: Health, Wellbeing and the Changing Structure of Communities, Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat, Genève, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/chapter/chapter-7/>.
- GIEC (2023), Climate Change 2023: Synthesis Report, Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat, Genève, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr>.
- Hickman, C. et al. (2021), « Climate Anxiety in Children and Young People and Their Beliefs About Government Responses to Climate Change: A Global Survey », The Lancet Planetary Health, vol. 5, n° 12, DOI : [10.1016/S2542-5196\(21\)00278-3](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00278-3).
- OCDE (2025), OECD Skills Outlook 2025, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, https://www.oecd.org/en/publications/oecd-skills-outlook-2025_26163cd3-en.html.
- OCDE (2019), Under Pressure: The Squeezed Middle Class, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, https://www.oecd.org/en/publications/under-pressure-the-squeezed-middle-class_689afed1-en.html.

-
- OIT (2024), Global Employment Trends for Youth 2024: Decent Work, Brighter Futures, Organisation internationale du travail, Genève, <https://www.ilo.org/publications/major-publications/global-employment-trends-youth-2024>.
 - ONU (2024), Pact for the Future, Global Digital Compact and Declaration on Future Generations, Nations unies, New York, <https://www.un.org/en/summit-of-the-future>.
 - ONU (2023), UN DESA Policy Brief No. 149: Promoting Youth Participation in Decision-Making and Public Service Delivery through Harnessing Digital Technologies, Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, New York, <https://desapublications.un.org/policy-briefs/un-desa-policy-brief-no-149-promoting-youth-participation-decision-making-and-public>.
 - OMS (2025), Mental Health of Adolescents, Organisation mondiale de la santé, Genève, <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-mental-health>.
 - UNCTAD (2024), Creative Economy Outlook 2024, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Genève, <https://digitallibrary.un.org/record/4061670>.
 - UNESCO (2025), Cultural and Creative Industries, Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris, <https://www.unesco.org/en/articles/cultural-and-creative-industries-cci>.

À PROPOS DE L'AUTEUR



HICHAM KASRAOUI

Hicham Kasraoui est consultant senior en stratégie, spécialiste de l'Afrique et des enjeux du développement international. Ingénieur diplômé de l'École nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA) et de la Czech Technical University (CTU) de Prague, il accompagne des gouvernements, des institutions financières, des organisations internationales et des acteurs privés dans la définition et la mise en œuvre de leurs transformations stratégiques. Chercheur associé à l'Institut Marocain d'Intelligence Stratégique (IMIS), il publie régulièrement des analyses consacrées aux politiques publiques, au développement et aux dynamiques de transformation du continent africain. Il est également Ambassadeur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité (DDHu) et membre de la promotion Philippe Aghion du programme Jeunesse(s) du Cercle des Économistes.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54



www.policycenter.ma

